

Préservation de la paix au Togo

Les femmes du parti Unir aspirent à vivre dans la quiétude

Le vendredi 13 décembre dernier, des milliers de femmes du parti Union pour la République (Unir), ont manifesté à Bassar pour renouveler encore une fois leur soutien au président Faure Gnassingbé. Mais cette ...



PAGE 3

AGRICULTURE



Telefood 2019

Noël Bataka a visité le « Camp du futur »

Le ministre de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique, Noël Bataka, s'est rendu samedi 14 décembre dans la préfecture de Kpélé à Kpalimé. Le ministre a rencontré les jeunes en formation.

PAGE 5

ECONOMIE



Gouvernance au sein des SFD

Renforcement des capacités des acteurs des systèmes

Le secrétariat d'Etat auprès de la présidence de la République chargé de l'Inclusion financière et du Secteur informel un atelier sur la gouvernance au sein des Systèmes Financiers Décentralisés ...

PAGE 5

À l'orphelinat SAPED

Les fêtes de fin d'année tout en sourire grâce à l'association « Les Amis de Solim »

PAGE 11



Dossier / Bilan alarmant sur nos routes

Quelles mesures pour freiner les accidents ?

L'année 2019 a rimé avec la récurrence des accidents de circulation. Des mesures ont été prises pour freiner l'allure. En fin d'année 2019 et à l'heure du bilan, le mi-nistre de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehane, n'a pas dérogé à la règle du point sur les tendances sécuritaires. Le 12 décembre 2019, le ministre a étalé la situation de la circulation routière de l'année 2019. Considérant ce bilan intrigant, ajouté à celui des années antérieures, quelles mesures faut-il prendre ?

PAGES 6&7

DERNIERES HEURES

Assurance agricole : Le Mifa S.A. a rencontré des organisations paysannes

La direction générale du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa S.A.) s'est entretenue vendredi 13 décembre avec les responsables des organisations paysannes. La rencontre s'inscrit dans le cadre de l'assurance agricole. L'assurance agricole fait partie des initiatives du Mifa S.A. pour promouvoir les agriculteurs togolais. Il s'agit d'une des priorités du Mifa S.A. Pour ce faire, les responsables du Mécanisme ont rencontré les organisations paysannes. Cette rencontre a permis de s'entretenir avec les responsables de ces organisations sur l'effectivité de l'assurance agricole. Cette assurance devrait être effective dès le début de la campagne 2019-2020 ...

PAGE 3

RIDUTO®

RIZ DU TOGO

Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé -Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

1 kg ; 5 kg ; 25 kg ; 50 kg

RIDUTO & RIDUTO RICE sont des marques déposées.

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Mali / Dialogue national L'opposition boycotte le dialogue national in-clusif voulu par le président IBK</p>  <p>P 3</p>	<p>Soirée des écoentrepreneurs Promotion des initiatives favorables à l'environnement</p>  <p>P 10</p>	<p>Actions humanitaires Sauver le monde en portant de l'aide aux nécessiteux</p>  <p>P 11</p>
---	--	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Mme EKON Afi : « ce crédit m'a permis de pouvoir louer ce petit local et d'acheter les premiers kits d'outillage »

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Lomé pour partager avec vous les témoignages de madame EKON Afi, coiffeuse de profession qui aujourd'hui peut se réjouir d'avoir pu ouvrir son atelier de coiffure grâce au soutien de crédit Accès des Jeunes aux Services Financiers du FNFI. Retour sur le parcours de cette trentenaire pour qui la réussite se trouve au bout de l'effort.



Madame EKON Afi dans son atelier de coiffure

En achevant il y a trois années sa formation en couture, Ekon Afi ne savait pas qu'elle éprouverait des difficultés pour ouvrir son

atelier. Son Certificat de Fin d'Apprentissage en mains, notre interlocutrice se retrouve enfin confrontée à la dure loi du marché, pouvoir s'installer à

son propre compte. Elle décide alors d'évaluer ses propres économies. Malheureusement, ces revenus ne lui permettront pas de pouvoir se lancer

dans son business. Il ne lui restait qu'une seule option, se tourner vers les Institutions de Microfinance pour voir si elle pourrait trouver une solution durable.

« Je me suis donc mise à rechercher les Institutions de Microfinance pour voir dans quelles conditions je pouvais être éligible à un des produits jeunes pour pouvoir réaliser mon rêve. Sur conseils des amis du quartier, je suis allée participer un vendredi à une session de sensibilisation organisée par PADES Microfinance, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI. A l'issue de cette sensibilisation, j'ai été informée de toutes les conditions d'obtention du crédit AJSEF. Et je me suis rendu compte que j'étais très éligible à ce produit. Je me suis tout de suite mise en ordre de bataille afin de remplir toutes les conditions nécessaires. »

Notre interlocutrice voit alors une opportunité à saisir, car pour elle le moment est enfin venu de passer à la réalisation de son rêve.


« Avec quelques conseils du quartier qui elles toutes étaient dans le même besoin que moi,

nous avons décidé de former un groupe solidaire et nous sommes reparties voir notre institution de microfinance. Nous avons alors eu des échanges plus poussés avec notre agent de crédit puis nous avons été formées...Par la suite, personnellement, j'ai obtenu un crédit d'un montant de 300.000 FCFA. Et comme vous pouvez vous en douter, ce crédit m'a permis de pouvoir louer ce petit local et d'acheter les premiers kits d'outillage tels que vous les voyez présentement dans mon atelier. Les débuts n'ont certes pas été faciles, mais aujourd'hui avec de la persévérance et de la détermination, je suis arrivée à me faire un nom et une renommée dans mon activité. J'ai une clientèle assez nombreuse que je fidélise jour après jour et je me donne tous les moyens de pouvoir rapidement gravir les échelons. Je ne perds pas de vue la question des remboursements, car je suis conscient que c'est évidemment en ayant bien remboursé le premier cycle de crédit que je pourrai prétendre obtenir le second cycle de crédit. Mais pour l'heure, je peux affirmer que le FNFI me permet de construire jour après jour mon autonomie financière. »

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



 <p>TOGOMATIN</p>	<p>Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Mson de la Presse: Casier N° 53 Siège Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper</p>	<p>Directeur de publication : Motchosso Kodolakina</p> <p>Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari</p> <p>Responsable web: Carlos Amevor</p> <p>Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie</p>	<p>Félix Tagba Edodji Nadia Attipoe Edem Kodjo</p> <p>Responsable administrative: Gloria Léma Yagla</p> <p>Service commercial: DIRECT AGENCE Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00</p>	<p>Graphiste: Eros Dagoudi</p> <p>Imprimerie: Direct Print</p> <p>Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)</p>
---	--	--	---	--

DERNIERES HEURES

...Dans le cadre de cette assurance agricole, le gouvernement a validé trois pro-duits. Ces produits entreront progressivement en œuvre avec des coûts et des modalités qui prendront en compte

la capacité du plus petit producteur.

Ces dispositifs ont été expliqués aux représentants des paysans lors de cette rencontre. Il s'agit notamment de la couverture maladie,

de la prévoyance re-traité et d'une assurance agricole spécifiquement conçue pour accompagner la modernisation de l'agriculture au Togo. Les représentants des organisations paysannes ont également

pris connaissance du contenu de ces mécanismes, et de leurs modalités de souscription. D'après une étude de faisabilité effectuée pour la mise en place de l'assurance agricole, trois filières à savoir

le maïs, le riz fluvial et le coton ont été retenues. Selon cette étude, ces trois filières sont plus assurables. Elles réunissent toutes les conditions pour le démarrage de la phase pilote de ce projet.

Félix T.

Préservation de la paix au Togo

Les femmes du parti Unir aspirent à vivre dans la quiétude

Le vendredi 13 décembre dernier, des milliers de femmes du parti Union pour la République (Unir), ont manifesté à Bassar pour renouveler encore une fois leur soutien au président Faure Gnassingbé. Mais cette fois-ci, il y avait une particularité. Les femmes Unir ont dénoncé la récente tentative de déstabilisation du pays et ont crié à qui veut l'entendre leur aspiration à vivre dans la paix.

Notre pays s'approche à grands pas d'une élection majeure. L'élection présidentielle de 2020 est en effet un rendez-vous capital pour les Togolais. Certains lisent en l'année électorale qui approche un tournant décisif dans l'histoire politique de notre pays. Et c'est justement à ce moment que certains individus à cause de leurs intérêts partisans veulent mettre en péril l'existence de millions d'âmes.

Les Togolais ne veulent plus vivre dans la peur en période électorale. Les femmes du parti Unir aussi ne veulent pas d'une pseudo-révolution teintée de sang. D'ailleurs, les

autorités sécuritaires ont déjà pris les dispositions pour mettre ces faussaires hors d'état de nuire. Mais la vigilance doit être de mise. Les Togolais doivent être sensibilisés et se discipliner afin de ne pas céder à la tentation d'utiliser la violence pour atteindre des objectifs politiques. Les femmes Unir n'ont pas fait de détours pour exprimer ce qu'elles voulaient. Ce fut à travers une déclaration baptisée « appel de Bassar ».

« Nous, femmes militantes de la préfecture de Bassar, réunies au sein du Mouvement des Femmes Unir (MFU), réaffirmons notre ferme engagement à toujours incarner les



Les femmes Unir lors de la manifestation

valeurs ci-toyennes et républicaines que prône notre grand parti Union pour la République (Unir). Comme toujours, les femmes militantes du parti Unir de Bassar reconnaissent les bonnes œuvres accomplies par le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé pour le développement du Togo... Nous voudrions rappeler, enfin, que pour l'élection présidentielle du 22 février

prochain, sa candidature est vivement souhaitée car, nous reconnaissons en lui le candidat naturel de notre grand parti Unir. Nous, femmes militantes du parti Unir de Bassar, sommes plus que déterminées à soutenir cette candidature et à battre campagne pour élire à un seul tour, notre champion au soir du 22 février 2020 », a déclaré Noufoh Tchédre, trésorière communale du MFU Bassar.

Certaines parmi elles, dont la déléguée nationale des femmes pour Unir (MFU) ont été décorées d'une écharpe sur laquelle l'on pouvait lire : prix Nobel de la paix. Un acte symbolique pour sans doute montrer que tout le monde peut promouvoir la paix. Il suffit de le vouloir. Sans même recevoir ce prestigieux prix, l'on peut incarner son esprit.

Edem Dadzie

Situation politique au Togo

Jean Kissi ne veut pas être esclave de son parti

L'ancien député du Comité d'action pour renouveau (CAR) à l'Assemblée nationale togolaise et conseiller municipal dans la commune du Golfe 5 veut visiblement se singulariser. Dans de récentes sorties médiatiques, Jean Kissi prend le contre-pied de son parti et justifie cette attitude par sa volonté de se comporter en libre penseur et de ne pas être esclave de son parti.

S'exprimant sur la situation politique du Togo à quelques semaines de l'élection présidentielle du 22 février 2020, l'élu local penche pour une candidature commune de l'opposition alors même que son mentor maître Yaovi Agboyibor a déclaré il y a quelques mois qu'en vertu du fait que le Togo a adopté un scrutin à deux tours, l'opposition n'avait plus besoin de se mettre la pression pour solutionner le problème de la candidature unique de l'opposition.

Monsieur Kissi n'est pas d'accord avec la

multiplication des candidatures et ne croit pas aux chances pour ces derniers de l'emporter. Il est convaincu que le chef de l'Etat actuel, Faure Gnassingbé sera candidat. Les candidats en face ne pourront pas, selon lui, gagner. Dans une tribune intitulée : « quelle solution pour le Togo et quelle dynamique pour l'alternance en 2020 », l'ancien député donne son avis.

En dehors du fait qu'il pense qu'il faut éviter la pléthore de candidatures et que les Togolais doivent, s'il le faut, accepter une alternance

avec une personne qui fait consensus entre les deux camps, même s'il ne s'agit pas forcément du plus populaire, le secrétaire général du CAR propose aussi la cogestion. Une formule qui a été expérimentée en Afrique du Sud à la fin de la lutte contre l'apartheid et lorsque Nelson Mandela a pris le pouvoir des mains des blancs.

Il ne les a pas écartés. Au contraire, il les a impliqués, même jusque dans sa garde rapprochée. Cela a permis à ceux-ci de ne pas se sentir menacés et de ne pas chercher à saboter la nouvelle gouvernance



Jean Kissi

en place. Ils en avaient en effet les moyens. Pour Jean Kissi, si l'opposition prend le pouvoir et cherche à balayer tous les dignitaires de l'ancien régime, il ne fera pas six mois au pouvoir. Ainsi, l'ancien député du CAR préfère désormais porter des propositions

qui pourront aller au-delà de son parti politique. Il cite des exemples de personnalités dans les pays développés qui se singularisent souvent. Une manière pour eux d'éviter d'être toujours esclave de positions partisans.

Edem Dadzie

G5 Sahel

Ce qu'il faut retenir du sommet extraordinaire de Niamey

Le sommet extraordinaire des chefs d'État du G5 Sahel a pris fin dimanche à Niamey. Ils ont insisté sur la responsabilité de la Communauté internationale dans la situation d'insécurité au Sa-hel, due selon eux à la déstabilisation de la Libye, et appelé à une plus grande alliance contre le terrorisme.



Les chefs d'État du G5 Sahel

Les présidents Roch Marc Christian Kaboré, Ibrahim Boubacar Keïta, Mohamed Ould Ghazouani, Idriss Déby Itno et Mahamadou Issoufou ont échangé à huis clos, dimanche, lors d'un sommet extraordinaire qui s'est tenu à Niamey.

Initialement prévue à Ouagadougou pour préparer le sommet de Pau, à l'invitation d'Emmanuel Macron qui souhaitait une « clarification » de la part

de ses pairs sahéliens sur la présence de troupes françaises dans le Sahel, la rencontre de Niamey a été l'occasion pour les chefs d'État du G5 Sahel, d'exprimer leur solidarité envers le Niger, après l'attaque d'Inates, lors de laquelle 71 soldats ont été tués.

Dans leur communiqué final, les présidents ont exprimé leur « profonde préoccupation face à la recrudescence des attaques terroristes contre

les positions des forces de défense et de sécurité et les diverses formes de criminalité dans la région ».

Pour le Burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, président en exercice du G5 Sahel, cette réunion a permis d'évoquer aussi bien « la situation sécuritaire que celle des alliances et de l'appui au développement ». Son homologue nigérien, Mahamadou Issoufou, a pour sa part insisté sur la responsabilité de la

communauté internationale dans « l'aggravation des menaces face auxquelles nous faisons face, parce que c'est elle qui a pris la décision d'intervenir en Libye et (que) cette crise libyenne amplifie aujourd'hui toutes les menaces qui pèsent sur nos États ».

Tous les dirigeants ont appelé à une plus grande solidarité avec les pays du G5, entre autres à travers le partenariat international pour la stabilité et la sécurité au Sahel (P3S), adopté au Sommet du G7 à Biarritz. Ils ont également souligné la nécessité de concrétiser les annonces de financement au profit du G5 Sahel.

Si la question de la présence militaire française dans le Sahel, via les hommes déployés dans le cadre de l'opération Barkhane, n'a pas été évoquée publiquement, pas plus que celle des récentes crispations provoquées par l'invitation d'Emmanuel Macron à ses pairs sahéliens à venir en France pour « clarifier » leur position, Roch Marc Christian Kaboré a cependant insisté

sur le « besoin d'alliés » des pays de la région.

Un appel qui s'adressait également aux pays de la sous-région. Les chefs d'État ont notamment plaidé pour un « renforcement de la coopération entre les services de sécurité et de renseignement ». Ils ont également remercié l'Union économique et monétaire ouest africaine (Ue-moa), et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), pour leur « mobilisation financière en faveur de la sécurisation du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ».

Sur le plan stratégique, les chefs d'État ont décidé de mobiliser d'avantage de forces dans la zone des trois frontières, entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, où les attaques se multiplient.

Un accent sera également mis sur la lutte contre les principales sources de financement du terrorisme qui sont l'orpaillage clandestin, le trafic d'armes et de drogues. Enfin, ils ont décidé de porter le mandat du commandant de la force conjointe du G5 Sahel à deux ans.

Jeune Afrique

Mali / Dialogue national

L'opposition boycotte le dialogue national inclusif voulu par le président IBK

Pour le président IBK, il faut des solutions autres que militaires pour résorber la crise. C'est pour cela qu'il croit en un cadre national inclusif où toutes les forces vives de la Nation auront à échanger sur les questions préoccupant la sécurité nationale au Mali. Une vision balayée du revers de la main par l'opposition qui parle d'une mise en scène orchestrée par le chef de l'État pour reprendre la main après un automne sanglant qui a fait plus de 140 soldats tués depuis sep-tembre.



Les opposants Choguel Maïga, Soumaïla Cissé et Mohamed Ali Bathily (de gauche à droite)

« Unissons-nous, unissons nos mains pour boucher les trous de la jarre percée », a-t-il exhorté sous les applaudissements à l'ouverture de cet

événement censé durer une semaine. En boubou blanc, debout devant un immense drapeau du Mali, le président Ibrahim Boubacar Keïta a lancé le Dialogue

national inclusif (DNI) devant 3 000 personnes à Bamako, capitale d'un Mali meurtri par les violences depuis 2012, en lançant un appel à « parler, réfléchir,

respirer ensemble ».

Une semaine d'échanges sans les principaux opposants suffira-t-elle à trouver des solutions ? « Le dialogue ne pourra résoudre tous les problèmes d'insécurité liés au terrorisme », a estimé le chef de la tribu Kel Antessar de Tombouctou, Abdoul Majid Ag Mohamed, en saluant néanmoins « la présence des notabilités de partout, (et) la présence des mouvements signataires » de l'accord de paix d'Alger de 2015.

Absente de ce dialogue national, l'opposition malienne ne semble pas être préoccupée par l'urgence de la question, telle que présentée par le gouvernement. Les adversaires du président malien voient dans ce dialogue le moyen pour lui de reprendre la main après un automne sanglant durant

lequel les autorités ont peine à convaincre de leurs capacités à répondre à la crise. Le parti du chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé a dénigré ce dialogue comme « une mise en scène ».

Les groupes armés touareg signataires de l'accord d'Alger, qui exercent un contrôle militaire sur plusieurs villes et régions du nord, ont, eux, fait planer le doute sur leur venue jusqu'au dernier moment. En cause, la révision ou non de cet accord qu'ils ont signé contre des promesses d'inclusivité et de décentralisation.

L'absence des principaux opposants à ce dialogue complique la recherche d'une réponse autre que strictement militaire à la crise multiforme que traverse le Mali. Une telle réponse politique doit pourtant aller de pair avec la force des armes, conviennent le gouvernement malien et ses partenaires étrangers, dont la France.

T.M.

Telefood 2019

Noël Bataka a visité le « Camp du futur »

Le ministre de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique, Noël Bataka, s'est rendu samedi 14 décembre dans la préfecture de Kpélé à Kpalimé. Le ministre a rencontré les jeunes en formation.

Noël Bataka a prodigué des conseils aux participants. « Si vous êtes ici, c'est pour apprendre et repartir avec de nouvelles connaissances! Nous devons partager nos connaissances pour aider nos frères et sœurs à émerger. Ainsi, nous avançons ensemble », a-t-il déclaré. La formation se tient à l'Ecole normale d'instituteurs d'Adeta et permettra d'équiper 1000 jeunes et

femmes entrepreneurs de la préfecture de Kpélé, une localité favorable aux cultures de rente et aux cultures vivrières.

Les formateurs du groupe CERCOC venus du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Burkina-Faso et du Togo forment les participants en plénière sur la gestion coopérative, l'élaboration d'un plan d'affaires et l'innovation. Selon le ministère en charge de l'Agriculture, le

camp du futur pour lequel 1000 jeunes et femmes sont attendus, est déjà à plus de 1300 participants parmi lesquels des producteurs de riz, de café et cacao, des éleveurs de volailles, d'offreurs de services de transformation des produits agricoles.

« Ma plus grande joie est de voir mes parents s'intéresser à une telle formation que nous avons l'habitude de donner en



Vue partielle des participants

milieu scolaire », a indiqué Dr Alain Capo Chichi, PDG du groupe CERCOC. L'objectif de cette initiative est d'accompagner les agriculteurs pour en faire

de bons entrepreneurs. La formation se poursuit jusqu'au 24 décembre. L'apothéose est prévue pour le 28 décembre.

La rédaction

SIE-Uemoa

Le comité de pilotage du projet se réunit ce jeudi à Ouagadougou

Le comité de pilotage du projet régional de mise en place du Système d'information énergétique dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine se réunit jeudi 19 décembre. Cette rencontre se tiendra à Ouagadougou au Burkina Faso.



Une centrale solaire

Le programme SIE-Uemoa vise à aider les pays de l'Uemoa à disposer d'un Système d'information énergétique pendant quatre années. A l'issue de cette période, ces pays devraient être totalement autonomes dans l'élaboration de politiques énergétiques efficaces et cohérentes.

Le SIE-Uemoa veut combler le manque d'une base de données commune dans l'espace permettant de connaître la situation globale de l'énergie sous toutes ces caractéristiques à savoir la consommation, la production, l'approvisionnement, les sources d'énergie, etc. Selon l'Uemoa, l'absence de cette base de données ne facilite pas une représentation globale, claire et précise des potentialités énergétiques,

des forces et faiblesses, des opportunités et menaces pour engendrer des financements d'envergure dans le secteur énergétique.

Le projet de mise en place du SIE-Uemoa dans les différents États-membres de l'Union notamment au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo permettra de renforcer les capacités des ministères chargés de l'énergie des États membres de l'Uemoa par le développement et la gestion des SIE nationaux. Le projet permettra de mettre à la disposition des ministères chargés de l'Énergie des outils de planification énergétique et de doter les États membres de l'Uemoa d'un système d'information énergétique fonctionnel et pérenne.

Le projet SIE-Uemoa permettra également de valoriser et de renforcer l'expertise existante au sein de l'Uemoa, notamment dans les Institutions de formation dans le secteur de l'énergie et de doter la Commission de l'Uemoa d'outils lui permettant de suivre en temps réel l'évolution des statistiques énergétiques dans ses huit pays membres.

Le SIE-Uemoa devra aussi permettre de fournir notamment des bilans énergétiques détaillés au format AIE idéalement sur plus de dix ans ; des indicateurs énergétiques (sectoriels et de suivi de la politique énergétique) ; des indicateurs environnementaux et climatiques ; des résultats d'analyse prospective de la demande d'énergie.

Pour les initiateurs, le projet SIE-Uemoa offre un cadre de concertation nationale et sous régionale pour l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des ressources énergétiques. Ce projet contribue donc ainsi à la transparence du secteur énergétique.

Félix Tagba

Gouvernance au sein des SFD

Renforcement des capacités des acteurs des systèmes

Le secrétariat d'Etat auprès de la présidence de la République chargé de l'Inclusion financière et du Secteur informel un atelier sur la gouvernance au sein des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Cet atelier qui s'est ouvert hier lundi va se poursuivre aujourd'hui mardi et demain mercredi.



Opération dans une micro-finance

L'atelier qui va durer en effet trois jours, vise à renforcer les capacités des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) en vue de corriger les insuffisances constatées au niveau de la gouvernance de ces institutions dont la mission est de rapprocher le microcrédit des groupes vulnérables.

« Il est notamment question au cours de cet atelier de doper le Conseil d'Administration, le Comité de Crédit et le Comité de Surveillance des SFD sur leur rôle dans la gestion de leur institution en se focalisant sur les manquements relevés par les inspections de la Cellule d'Appui et de Suivi des Institutions Mutualistes ou coopératives d'Épargne et de Crédit (CAS-IMEC), organe de contrôle du secteur », informe le secrétariat d'Etat dans un communiqué de presse.

Les contrôles de la Cellule d'appui et de suivi des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit (CAS-IMEC) a fait des constats (négatifs) dans la gestion des SFD qu'ils sont tenus de corriger. Le présent atelier devra aider les SFD à développer une gestion optimale des affaires, et de ce fait, se hisser au professionnalisme.

La gouvernance en microfinance désigne l'ensemble des règles et des processus collectifs, formalisés ou non, par lesquels les acteurs des SFD participent à la décision et à la mise en œuvre des actions visant le bonheur et l'épanouissement individuel et collectif de leurs adhérents. Le Ministère de l'Economie et des Finances, autorité de tutelle des SFD, procède par la CAS-IMEC à l'inspection /contrôle des SFD sur le plan de la gouvernance, réglementaire, de la comptabilité, de la gestion du crédit, du contrôle interne et de la sécurité.

R.Z.

Sécurité routière

Face au bilan alarmant des quatre dernières années, quelles mesures pour freiner les accidents routiers ?

L'année 2019 a rimé avec la récurrence des accidents de circulation. Des mesures ont été prises pour freiner l'allure. En fin d'année 2019 et à l'heure du bilan, le mi-nistre de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehane, n'a pas dérogé à la règle du point sur les tendances sécuritaires. Le 12 décembre 2019, le ministre a étalé la situation de la circulation routière de l'année 2019. Considérant ce bilan intrigant, ajouté à celui des années antérieures, quelles mesures faut-il prendre ?

Bilan alarmant des accidents au Togo entre 2016 et 2018



Yark Damehane, ministre togolais de la Sécurité

Le 03 août 2018, Yark Damehane, ministre de la Sécurité, Ninsao Gnofam, ancien ministre en charge des Transports et Kodzo Adédzé, actuel ministre du Commerce, ont dressé le bilan du premier semestre de 2018 lié à la sécurité routière. Le bilan est autant alarmant que celui de l'année 2017. 286 personnes ont perdu la vie dans les accidents de route et 3817 personnes blessées. En tout, l'on compte 2840 cas d'accidents répartis comme suit: motos 3348, voitures (1716 taxis, gros porteurs 219, trains 4). Les raisons de ces accidents sont les mêmes : les excès de vitesse, le défaut de maîtrise des engins, le non-respect du code de la route etc. Le ministre de la Sécurité a précisé que 63% des accidents en question sont occasionnés par les engins à deux roues. « La plupart des accidents sont dus à l'excès de vitesse, au manque d'entretien des véhicules et plus généralement au non-respect du code de la route », a affirmé le

ministre de la Sécurité. Selon le bilan précédemment dressé par le ministre togolais Yark Damehane, les accidents de la route ont fait 580 morts au Togo en 2017. Un chiffre en hausse par rapport aux statistiques de 2016 qui font état de pas moins de 501 morts. Dans le détail, les routes au Togo ont enregistré 5181 cas d'accidents au cours de l'année 2017, avec un bilan de 8624 blessés et 580 morts. Un chiffre en augmentation par rapport au bilan de l'année 2016, durant laquelle le nombre de décès a atteint 473 morts. « Le véhicule ne se déplace pas tout seul, la moto ne roule pas toute seule. Le non-respect du code de la route, c'est l'homme. La conduite en état d'ébriété, c'est l'homme, le téléphone au volant, c'est l'homme, le refus de porter le casque, c'est l'homme. Et les conséquences sont là: les morts et les blessés sur nos routes », a déploré Yark Damehane qui s'est alarmé de la recrudescence des accidents meurtriers.

Bilan 2019 relativement en baisse mais intrigant

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehane, a rendu public le 12 décembre 2019, le bilan de

la situation sécuritaire du 2ème semestre de 2019 au Togo. Selon les chiffres présentés à la presse, on note une baisse relative, signe des



Le regret après l'inattention

efforts consentis. Pour la situation de la sécurité routière, on note sur la période allant du 1er août au 30 novembre, 1757 accidents avec 181 morts (dont 78 dus aux faits de motos, 60 cas attribués aux voitures légères, 43 cas provenant des poids lourds) et 2420 blessés. Or, au 1er semestre on a enregistré (3 personnes sur 100.000 meurent sur nos routes). Situation du 1er janvier au 31 juillet 2019 : 3.178 accidents assortis de 354 morts et 4.483 blessés. Ainsi du 1er janvier au 30 novembre 2019, on a au total 4.935 accidents pour 535 morts et 6.903 blessés. En 2018, 5814 cas d'accidents soldés par 7951 blessés et 592 morts. Donc une baisse de 879 cas d'accidents, moins 52 morts et 1048 blessés. 22 faits de braquages dont 15 ont abouti et 7 tentatives, 7.181.500 F CFA emportés ; contre 40 cas de braquage pour 4 morts, 18 blessés et une somme totale de 142 millions F CFA emportés au 1er semestre. 12 cas de vols à mains armées avec 6 502 000 F CFA emportés contre 31 cas de vols à mains armées dont 27 mis à exécution et 4 déjoués, avec 6 blessés et 4 millions emportés. 31 faits de cambriolages enregistrés dont 28 ont abouti. Saisie de produits illicites : 4.406,925Kg de cannabis, 0,6 Kg de cocaïne, 0,90 Kg de l'héroïne, 24,5 Kg de cake. Victimes de faits divers : 18 morts par suicide dont 8 par pendaison

dans la région Maritime, 2 dans les Plateaux (1 par pendaison et l'autre par noyade), 3 cas par pendaison dans la région de la Kara, 5 cas dans les Savanes (3 par pendaison et 2 par absorption de produits nuisibles à la santé).

Les axes routiers les plus identifiés au cours de ces derniers mois sont la nationale N°1 : tronçon Notsé-Wahala (63 accidents avec 18 morts), Lomé et ses environs : 56 accidents avec 17 morts recensés, la nationale N°5 : Lomé-Kpalimé (43 accidents recensés pour 16 morts), la nationale N°1 : dans la ville de Tsévié (18 accidents et 8 morts), la nationale N°4 : tronçons Aného-Anfoin (15 accidents avec 8 morts, la nationale N°2 tronçon Lomé-Aného : 13 accidents avec 9 morts, puis la nationale N°1 tronçon Atakpamé-Anié ou on dénombre 15 accidents qui se sont soldés par 4 morts. En conclusion, dans l'ensemble, on note une baisse sensible des chiffres comparativement à ceux du 1er semestre. Ce qui est à mettre à l'actif de la conscience collective selon le ministre de la Sécurité Yark Damehane. Il a indiqué par ailleurs que l'objectif du gouvernement selon le ministre, c'est "d'arriver à zéro mort sur les routes" en terme d'accidents de circulation. Face à cette panoplie de chiffres aussi mortels, les autorités togolaises mettent des garde-fous.

Le port de casque au Togo, une politique pour freiner le danger

L'Assemblée nationale togolaise a adopté le 4 juin 2013, un nouveau code de la route exigeant entre autres le port du casque pour les motocyclistes. Et depuis le mois d'avril 2014, les Togolais

respectent strictement cette loi. Il est difficile pour ne pas dire impossible de rouler à moto, sans porter son casque de protection. Ce comportement à entendre les habitants, fait suite à une disposition parlementaire afin de

limiter les décès provoqués par les accidents de la circulation. De l'avis de Sodja Koffi, un jeune motocycliste de 25 ans, au départ les populations étaient réticentes quant au respect de cette norme. Mais depuis que les autorités ont décidé de sanctionner les contrevenants à la loi en leur faisant payer 5 000 Francs CFA, tout le monde s'en est accommodé. « Au début, je ne voulais pas porter le casque. Mais depuis que je me suis rendu compte que cette décision a été prise pour épargner nos vies en cas d'accident je ne sors jamais sans mon casque. Et je suis très content de la décision du gouvernement », a-t-il précisé. Florence Oulouhou, une jeune promotrice de micro-finance n'a pas attendu que les agents de sécurité commencent à sévir pour porter son casque. Cela fait plus d'un an qu'elle le porte à chaque fois qu'elle est sur son engin. « Le corps de la femme est un peu spécifique. Avec nos longs cheveux et les mèches que nous portons, porter un casque, en plus, donne trop de chaleur et un poids supplémentaire pour

nos têtes. Mais je porte mon casque parce qu'il s'agit de la protection de ma vie », a-t-elle souligné. Pour les conducteurs de taxi moto il est déjà difficile de se remplir les poches, le marché de la clientèle étant rude et si en plus de cela ils doivent payer des contraventions de 5 000 FCFA, ils ne s'en sortiront jamais. Par conséquent, ils préfèrent s'acheter un casque à 6 000 FCFA pour d'abord se protéger et faire des économies en plus. A entendre les uns et les autres, cette acceptation de la loi est consécutive aux multiples sensibilisations faites par les autorités, avant de passer à la phase répressive et de celles de certaines organisations de la société civile telles que Seed Togo, Action pour les victimes de la route, le Réseau des communicateurs sur le handicap au Togo, etc. Ce nouveau code de la route adopté le 4 juillet 2013, inclut également le port de la ceinture de sécurité, interdit l'utilisation du téléphone portable dans la circulation.

Source : *Le faso.net*

d'être évaluée par un examinateur. La vidéo sert donc de témoin pour éviter que l'une ou l'autre des parties ne soit tentée de tricher. Pour mettre en place cette nouvelle politique, les autorités togolaises ont recensé puis sensibilisé les auto-écoles sur toute l'étendue du territoire. Cette mesure du gouvernement togolais qui veut sécuriser les transports routiers en proie à la recrudescence des accidents de circulation, fait réagir

certaines acteurs. Les moniteurs d'auto-écoles qui s'estiment être « Les pre-miers instructeurs des candidats au permis de conduire », réclament que leur profession soit réformée. « Le gouvernement semble minimiser la formation des moniteurs. Aucune séance de renforcement de compétences n'est envisagée. C'est inquiétant », indique l'un d'eux qui exerce le métier depuis une dizaine d'années.

Source : *Jeune Afrique*

Obligation d'un permis de motocycliste



Lutte contre la fraude au permis de conduire



Stop aux surcharges

Le Togo dit-il adieu aux fraudes dans l'obtention du permis de conduire? Les autorités souhaitent en tout cas y parvenir avec l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions encadrant l'organisation de l'examen conduisant à l'obtention du précieux document. L'inscription et une partie de l'examen seront désormais informatisées. Un processus géré à partir d'un logiciel (Certif) conçu à cet effet. La réforme répond aux normes de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) et veut mettre fin aux irrégularités. « Il ne revient plus à un examinateur de décider du sort des candidats », explique Agbokpè Kokou, directeur

des transports routiers et ferroviaires. Jusqu'alors, en l'échange de 30 ou 40 000 francs CFA, un candidat pouvait s'assurer de l'obtention de ce sésame. Désormais, le candidat est tenu, dans la phase théorique de l'examen, de répondre dans l'une des six langues autorisées (Français, Ewé, Mina, Kabyè, Kotokoli, Moba), à vingt questions proposées par la plateforme Certif.

Cette épreuve porte sur la sécurité routière, le code de la route et le secourisme. Lors de la phase pratique, celle de la conduite, le véhicule est muni d'une caméra pour enregistrer la progression du candidat dont l'aptitude continue

initialement prévu pour le 20 décembre 2019, le contrôle des permis de conduire des motocyclistes est repoussé au 30 avril 2020. Le ministre Yark Damehane l'a annoncé le 12 décembre dernier. Mais le test d'alcoolémie est rentré en vigueur hier lundi 16 décembre pour éviter la conduite en état d'ivresse. « Des dispositions sont prises par le gouvernement pour limiter ces actes de criminalité dans le pays. Des mesures qui sont déjà en cours d'exécution et qui permettent aux forces de l'ordre et de sécurité de stopper à un moment donné l'allure du phénomène qui devenait inquiétant », a-t-il expliqué.

Test d'alcoolémie en vigueur, les positifs au test seront amendés

Lundi 16 décembre 2019, c'est la date annoncée par le ministre de la Sécurité et de la Protection civile Yark Damehane jeudi à Lomé pour soumettre les usagers de la route à des tests d'alcoolémie sur l'ensemble des routes du pays. D'après le ministre qui se base sur les indications de l'OMS selon lesquelles le taux normal d'alcool dans le sang serait de 0,5%, les usagers de la route devront

s'en tenir à cette mesure avant d'engager la conduite de quel qu'engin que ce soit à partir du lundi. Les conducteurs dont les tests révéleront un taux supérieur à celui indiqué par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) seront sanctionnés par une amende de 10 000 F CFA, a indiqué le ministre. « Le gouvernement tient à ces deux mesures pour réduire considérablement les accidents de la circulation générés en grand nombre par les engins à deux roues (57,48%). Ces mesures doivent conduire à réduire les accidents sur nos routes », a déclaré le ministre Yark de la Sécurité. Des informations données par le ministre de la Sécurité à l'occasion de la conférence de presse qu'il a présidée, en présence des acteurs de la route et des membres du gouvernement pour faire le point de la situation sécuritaire des cinq derniers mois dans le pays. Les accidents de circulation peuvent être combattus avec la courtoisie sur les voies publiques, la limitation des vitesses, le respect du code de la route.

Réalisé par *Attipoe Edem Kodjo*

Pharmacies de garde de Lomé du 16 au 23 /12/ 2019

CENTRE	FACE SGGG	22218330
SANTE	PRÈS DE NOPATO	70449137
DEO GRATIAS	KOTOKOUKONDJI	22218331
AMESSIAMEBE	BÈ	96329760
ND DE MEDJ	FACE BYBLOS	22352002
HORIZON	NYÉKONAKPOÈ	222042 42
SOURCE DE VIE	PROTESTANT	22224571
CAMPUS	ADEWI	22215632
PROSPERITE	DPJ	23388425
GBEZE	BD JEAN PAUL II	22263261
BAH	HEDZRAWÉ	22260320
ST PIERRE	SAGBOVILLE	22261973
PEUPLE	NUKAFU	22268422
UNION	BE KPOTA	22277164
O GRAIN D'OR	ZORROBAR	22700690
ELIBERCA	ADIDOGOMÉ	99911342
LA REFERENCE	MADIBA	22511212
BONTE	WONYOM	93958078
DE LA VICTOIRE	AVÉDJI	70457492
ST JOSEPH	BE KLIKAME	22257465
NATION	OTSI	22259965
ENOULIAGBALE	PEDOGAN	22259068
LAUS DEO	LÉO 2000	22251505
ARCENCIEL	AGOÈ	70425000
LA GRÂCESUN	AGIP AGOÈ	22259165
NOTREDAMEDE	LOURDES	22551964
VITAS	AGOÈ ASSIYÉYÉ	22256343
ABRAHAM	AGOÈLOGOPÉ	22501000
MAWUNYO	SOBBOSSITO	70423464
TAKOE	ZONGO	22340342
ZOSSIME	ZOSSIMÉ	70462664
VERSEAU	BAGUIDA	22273453
DE L'EDEN	BAGUIDA	70421398

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Blague

Une fille annonce à ses parents : papa, maman je suis enceinte. Sa mère lui dit : fais-moi venir l'idiot qui t'a enceinté. Quand le garçon arrive la mère lui demande : qu'est ce que tu comptes faire ? il répond : si elle accouche une fille je vous paye 10million... (le père ne dit rien), si c'est un garçon, 40million... (le père s'arrange sur la chaise) si c sont des jumeaux 80million... (le père sursaute) et si l'enfant meurt... Le père dit stop !!!
 Si l'enfant meurt "Tu l'ENCEINTES ENCORE"

Photo du jour



Commentez les photos ci-dessus

Pensée du jour

Dans une interview avec un riche, la journaliste lui a demandé :
 Monsieur quel est le secret de votre succès ?
 Le riche lui a donné un chèque en lui disant d'écrire le montant qu'elle voulait.
 Elle a dit « je ne parle pas de ça, monsieur », puis elle a répété la question d'une autre manière.
 Il lui a donné la même réponse en *lui donnant*le*chèque à nouveau.
 Elle refusa encore
 Alors, le riche déchira le chèque et dit à la journaliste... :
 "Le secret **de mon succès est que je ne rate aucune opportunité comme vous l'avez fait maintenant. Vous auriez pu être la journaliste la plus riche du monde..."
 #MORALE DU RÉCIT: Les opportunités ne seront pas toujours là, saisissez-les quand elles se présentent à vous.
 Seuls les audacieux obtiennent l'or



Vernissage / Carte blanche au Bénin

La République béninoise rit d'elle-même

Le journal satirique béninois « Le Déchaîné du Jeudi » a déposé ses valises pour une nuit à Lomé. Et, c'est dans le cadre des « Cartes blanches » aux pays francophones, une initiative du groupe des ambassadeurs francophones. Pour cette « carte blanche » au Bénin, la diaspora béninoise au Togo a organisé, le 14 décembre 2019, un vernissage de dessins de presse du « Déchaîné du Jeudi » à l'Institut français du Togo.

Un peuple qui peut rire de lui-même est sûr de lui, dit-on. C'est la logique dans laquelle s'inscrit le journal satirique hebdomadaire « Le Déchaîné du jeudi ». Sur le sol béninois, les journaux qui informent la population ne manquent pas, mais le seul, actuellement, qui amène le Bénin à rire de lui-même, ou du moins de l'actualité est le journal « Le Déchaîné du Jeudi ».

Exactement, le groupe des

ambassadeurs que préside M. Marc Vizy, l'ambassadeur de la France au Togo, a décidé de donner la possibilité aux différents pays qui composent la francophonie, de consacrer une soirée à leurs pays et à mieux se faire connaître ici au Togo.

Le Bénin est donc le troisième pays à obtenir une carte blanche après la France et le Canada. Ainsi, la diaspora béninoise au Togo a préféré présenter

au public togolais, le journal satirique « Le Déchaîné du Jeudi » à travers un vernissage de caricatures dudit journal. Le défi du « Déchaîné du Jeudi » ne se limite pas au divertissement. « En voulant renaître le journal satirique, nous voulons également donner de la visibilité à de nombreux dessinateurs de presse qui existent, ont du talent mais qui n'ont pas de support à travers lesquels s'exprimer », a clarifié Colince Yann, le rédacteur en chef du journal « Le Déchaîné du Jeudi ».

Il faut savoir rire de soi-même pour amener l'autre à rire de tout et de rien. Il se nomme Hector Sonon, caricaturiste en chef du



Des dessins de presse du « Déchaîné du jeudi » exposés au cours du vernissage

journal du « Déchaîné du Jeudi ». Selon lui, le métier de caricaturiste est un peu comme celui de journaliste, sauf que le caricaturiste dessine pour donner les informations. « Et la différence c'est qu'en donnant l'information, il en ajoute de l'humour, ce qu'on appelle la déri-sion » a précisé Hector Sonon. Au-delà du vernissage de dessins de presse du « Déchaîné du Jeudi »,

c'était une ambition festive avec un groupe folklorique béninois. La carte blanche du Bénin est un mêlé de la culture et l'intellect du peuple béninois. « J'ai pu découvrir une trentaine de dessins qui sont très amusants, et qui montrent une certaine vitalité de la démocratie béninois », a observé M. Marc Vizy, ambassadeur de la France au Togo.

Nadia E.

Exposition / Galerie AF

Kodjovi Olympio, une vivacité de « Tout » et de « Rien »

L'artiste peintre togolais « Kodjovi Olympio », à Lomé, expose ses œuvres d'art à la Galerie AF, sise dans le quartier Nyékouakpoe. Cette exposition de Kodjovi Olympio à la galerie AF s'inscrit dans le cadre de la troisième édition du Festival artistique « Western Voodoo » de Alain Facier.

Né et grandi au Togo, aujourd'hui, Kodjovi Olympio est établi aux Etats-Unis et est devenu un habitué des grandes galeries américaines. Ses premières créations artistiques furent des sculptures réalisées à partir d'objets et tissus de récupérations.

De toiles expressives voire lyriques, Kodjovi Olympio a une âme artistique qui fait de lui un célèbre artiste d'art contemporain de son temps. « Celui » qui aime répéter qu'il ne réfléchit pas quand il peint, s'est d'abord

fait un nom dans les rues de Los Angeles avant de se voir s'ouvrir devant lui les portes de grandes galeries américaines.

A Lomé, il expose ses toiles dans la Galerie AF, l'une des plus prestigieuses galeries d'art contemporain en Afrique de l'Ouest. Pour Kodjovi Olympio, l'art se crée à travers un instinct primaire, un ressenti où l'on se libère de toute pression, de toute peur. Précisément, les peintures du Togolais Kodjovi Olympio sont telles un mouvement du cœur,

aussi complexe et puissant qu'un « Ouragan ».

Classé aujourd'hui parmi les dix (10) artistes les plus en vue par « Red Dot Mia-mi », le Togolais définit ses toiles comme l'expression d'un « Tout » et d'un « Rien » à la fois. Ses toiles s'arrachent entre 6.000 et 10.000 dollars US. Le travail de « Kodjovi » a été exposé en 2018 à Art Basel Miami. TV5 Monde, France 2 et BBC lui ont consacré un reportage, tout dernièrement.

La Galerie AF, est la seule galerie d'art contemporain



Des toiles de Kodjovi Olympio exposées à la Galerie AF

au Togo depuis vingt années. Des artistes reconnus à l'international dans le domaine d'art contemporain comme Zinkpe, Sokey Edoh, Pierre Para, Tony Soulier

et dans la photographie à l'instar Dominique Darbois, Pierre Amrouche, Jacques Do Kokou entre autres, sont également passés par la Galerie AF.

Nadia Edodji

Lire

Les frasques d'Ébinto d'Amadou Koné. Ed Hatier. 1979 Pp 26-27

« ...Sans hypocrisie, je pense que par-delà le mal, la colonisation a été un bien. Seules les méthodes ont été mauvaises. Oui, avait-on vraiment besoin de vouloir tuer notre culture, de la nier ? Heureusement que le mouvement de la négritude est né. Connais-tu les poètes de la négritude ? Très peu. Je sais seulement qu'ils ont eu le courage de dire à l'Europe que les Nègres n'étaient un « peuple enfant » et qu'ils avaient

une culture. Mais là n'est plus la question. Pour moi, ce qui est important, c'est l'adoption de la civilisation européenne en

l'adaptant à nos réalités propres. Je veux qu'on respecte notre tradition non seulement dans les salles de conférence et dans les livres, mais dans la réalité pratique. Cela est une mission de la jeunesse noire, car sans notre tradition, l'Afrique ne sera pas l'Afrique, l'homme noir ne sera plus qu'un bâtard aux nombreuses tendances culturelles et civilisatrices, un mé-tis qui fatalement aura oublié sa première manière d'être. Moi aussi, dit M. L..., je

souhaite le respect de la tradition pour la survie de l'Afrique. Ainsi se passaient les visites que je rendais à M. L... Cependant l'année scolaire s'écoulait. C'était les vacances de Pâques. Il restait deux mois avant le brevet élémentaire. Je restais donc à Bassam pour me mettre à jour et travailler mes mathématiques qui, en vérité, étaient minables. Tous mes amis étaient rentrés chez eux et la ville me paraissait vide et triste. Pourtant, je n'arrivais pas à travailler et je m'ennuyais. Le jour, étendu à l'ombre du gros manguier qui se dressait au milieu de la cour, je lisais délicieusement. La nuit, je

flânais sans but dans les rues animées ou bien j'allais au cinéma avec Monique. Naturellement, Monique était venue passer ses congés à Bassam auprès de son père. Dès qu'elle était libre, elle venait me trouver où que je fusse. Sa présence à côté de moi me consolait de mon ennui. J'étais toujours content de l'avoir avec moi. Quant à son père, il ne voyait aucun inconvénient à ce que sa fille me fréquentât. Et ce fut peut-être cette grande liberté que nous avions à être ensemble qui fut le début de notre drame. Une nuit, je m'étais mis à lire dans mon lit et avais fini par m'endormir sans fermer ma porte. Brusquement je

sentis une tape légère sur l'épaule. Ébin, lève-toi. Il se fait tard.

Je reconnus la voix de Monique. Péniblement, je me mis sur mon séant. Tout était calme. La ville était endormie. Il est minuit, me précisa Monique. Je reviens du cinéma expliqua-t-elle. Tu étais fatigué et je n'ai pas voulu te déranger. J'y suis allée seule. Je rentre comme ça et j'ai vu ta porte ouverte. Je t'ai réveillé pour que tu la fermes. Je ne disais rien. Je regardais Monique, fixement. Elle était troublée par mon regard fixe et ardent. Quelle idée de dormir la porte ouverte !... »

Cop 25 / Madrid 2019

L'année de l'ambition fait place à celle de l'action

Les Nations réunies du 2 au 15 décembre dernier à Madrid en Espagne, n'ont pas réussi à surpasser leurs clivages pour apporter une réponse adéquate à la crise climatique qui s'aggrave de jour en jour. La déception transparait dans les réactions des uns et des autres. Mais une chose est certaine : les parties devront obligeamment faire preuve de plus d'ambitions et passer rapidement à l'action.



Le secrétaire général des Nations unies avait décrété 2019 comme année de l'ambition. Elle a pris son envol sur le continent africain avec la Semaine africaine du climat. Les autres régions du monde ont aussi tenu leurs semaines du climat. En suite, Antonio Guterres a rassemblé les dirigeants du monde à New York en septembre dernier afin de les pousser à plus d'ambitions avant la Cop 25 qui vient de prendre fin. C'est ce que l'on a appelé le sommet action climat ou le sommet de l'ambition.

Malheureusement, la Cop 25 n'a pas été à la hauteur des attentes. L'on devrait dans le prolongement de la Cop 24 à Katowice en

Pologne, s'entendre sur les autres modalités de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Il restait notamment les questions liées aux marchés du carbone (article 6) et aux pertes et préjudices afin de soutenir les pays les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques que sont les catastrophes. Mais ce fut un rendez-vous du raté pour beaucoup. « La communauté internationale a raté une occasion importante de montrer une ambition accrue en matière d'atténuation, d'adaptation et de financement pour faire face à la crise climatique », a déploré Antonio Guterres. Carolina Schmidt, ministre chilienne de l'Environnement et présidente de la Cop 25 ne cache pas aussi sa

déception. « Nous terminons avec des sentiments mitigés. Il n'y a toujours pas consensus pour augmenter l'ambition aux niveaux que nous espérons », a-t-elle déploré. Au niveau de la société civile, le sentiment est identique. « J'ai été scandalisée par le manque de financement pour les pertes et dommages. Les pays du monde ont l'obligation de payer les dommages climatiques parce que nous avons créé la majeure partie de l'urgence climatique et continuons de l'exacerber », fait remarquer Cathy Orlando, membre du Lobby climatique des citoyens (CCL) au Canada.

« Les résultats de la Cop 25 montrent que les gouvernements nationaux n'ont pas encore été en mesure de se convaincre mutuellement d'une meilleure voie pour tous », ajoute Cathy. Malgré tout, l'on doit rester optimiste. Le monde entier est condamné à gérer la crise climatique. En effet, nous n'avons pas deux planètes et des millions de personnes sont menacées par les aléas climatiques. Il faut avoir une pierre à la place du cœur pour refuser d'agir.

2020, une année décisive pour le succès de l'action climatique à l'horizon 2050.....2100

2020 est une année importante. L'Accord de Paris aura alors 5 ans et les parties devront soumettre une nouvelle version de leurs Contributions déterminées au niveau national (CDNs). C'est la raison pour laquelle malgré la désillusion de la Cop 25, Antonio Guterres préfère que l'on ne se décourage pas. « Nous ne devons pas abdiquer et nous n'abandonnerons pas », a indiqué le chef de l'ONU.

Et concernant la Cop 25, l'on peut toujours se consoler de quelques engagements non négligeables pris. L'Union européenne, par exemple, s'est engagée en faveur de la neutralité carbone d'ici 2050. 73 Etats ont indiqué leur intention de soumettre un plan d'action climatique amélioré (ou contribution déterminée au niveau national). La conférence a reconnu les 11 nations qui ont entamé un processus interne pour stimuler l'ambition climatique qui est reflétée dans leurs plans nationaux d'ici 2020, tel que prévu dans l'Accord de Paris. Au niveau local, 14 régions et 398 villes s'efforceront

d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Au cours de la conférence, 177 entreprises se sont engagées à fixer d'importants objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour aider à limiter les pires effets du changement climatique. Ces 177 entreprises représentent au total plus de 5,8 millions d'employés et couvrent 36 secteurs. Les émissions de gaz à effet de serre de ces 177 entreprises représentent l'équivalent de 83 centrales à charbon. Lors de la Cop25, les investisseurs ayant annoncé qu'ils déplaceraient leurs portefeuilles vers des émissions neutres en carbone ont presque doublé en termes de montant. Ils représentaient 2.400 milliards de dollars lors du sommet action climat en septembre 2019. Trois mois plus tard, ils représentent désormais 4 milliards de dollars à la Cop25.

La Cop 26 qui se tiendra à Glasgow en Ecosse (Royaume-Uni) permettra sans doute d'obtenir des avancées importantes. D'ailleurs, les discussions sur les sujets liés aux marchés du carbone et aux pertes et préjudices sont reportées à 2020. « La route vers la Cop 26 exigera du courage, l'expansion du capital naturel et la prise d'initiative », estime Cathy Orlando.

Edem Dadzie

Soirée des écoentrepreneurs

Promotion des initiatives favorables à l'environnement

Le samedi 14 décembre, s'est tenue à Livingstones Resource Center à Bè Klikamé, à Lomé, la deuxième édition de la Soirée des écoentrepreneurs (SEE). Trois compatriotes qui s'impliquent dans l'innovation en proposant des produits sous forme de solutions aux problèmes environnementaux ont été distingués.

La Soirée des écoentrepreneurs (SEE) vise à promouvoir les initiatives favorables à l'environnement dans notre pays. En effet, il existe plusieurs initiatives visant à décerner des reconnaissances aux personnes qui se distinguent sur plusieurs plans dont l'entrepreneuriat dans notre pays. Mais une soirée visant à attribuer des prix à des acteurs du monde environnemental au Togo n'existait pas encore jusque-là. SEE est donc une innovation. Pour cette deuxième édition, trois compatriotes écoentrepreneurs ont été distingués. Il

s'agit d'Achille Noussia, le concepteur du Civic Bag, une alternative au plastique à usage unique (premier prix), Diabangouaya Delia Carmen, responsable qualité à Choco Togo (deuxième prix) et Fidélia Tokanhan responsable de Toffidou qui produit du Tofi bio (troisième prix).

Les lauréats n'ont pas caché leurs émotions et leur joie pour avoir été choisis parmi les meilleurs entrepreneurs verts de l'année 2019. Pour eux, cette initiative est à saluer, à encourager et à pérenniser. Le promoteur de l'événement exprime sa satisfaction. « Nous

remercions tous ceux qui nous soutiennent dans cette initiative. Cette deuxième édition est une réussite parce que la mobilisation était au rendez-vous », a déclaré Bokon Koffi Didu.

Beaucoup d'amoureux de l'environnement et d'autres entrepreneurs verts étaient présents. Parmi eux l'on peut citer Edouard Akakpo-Lado, le concepteur de machines écologiques, d'Aymané Gbadamassi, le promoteur du mois de l'écocitoyenneté (MEC) dans les écoles, et bien d'autres venus du Togo et du Bénin. Il faut aussi retenir que SEE est non seulement



Les trois heureux gagnants de la soirée

l'attribution d'awards, mais aussi le défilé et la vente de

produits écologiques.

Edem Dadzie

Actions humanitaires

Sauver le monde en portant de l'aide aux nécessiteux

Dans l'arène des associations togolaises œuvrant dans l'humanitaire, une autre a officiellement trouvé place sous le nom de « Save the World ». La jeune association ayant fait ses premiers pas en juin 2019, a tenu une assemblée générale le dimanche 15 décembre 2019 à Lomé. Laquelle assemblée a débouché sur la constitution du bureau exécutif de l'association ainsi que la présentation le budget annuel. Quelle est la particularité de l'association « Save the World » ? Quel plan d'action et comment compte-t-elle le mettre en œuvre ?

« Save the World (sauver le monde) », association axée sur l'œuvre l'humanitaire, a tenu une assemblée générale le dimanche 15 décembre. Un bureau de six (06) membres élu au cours de l'assemblée générale : Ephrem Atiah (président), Credo-Augustin Akogognan (vice-président), Paul N'oui (secrétaire), Lauriane Agassi (chargé de programme), Sacre-Jonas Alover (trésorerie) et Germain Yake (conseiller). Il a été question du mode de fonctionnement de l'association. En effet, « Save the World » est une association fondamentalement humanitaire qui entend

aider des personnes démunies au Togo et dans le monde. Les aides sont essentiellement en dons de vivres et de kits scolaires, appuis éducatifs et sanitaires aux enfants démunis, des formations professionnelles, et la mise en place des activités génératrices de revenu (AGR). Une quarantaine de participants ont pris part à l'assemblée générale, dont la représentation de « Souci Zéro », un mouvement œuvrant dans le domaine de l'éducation à la base, l'entrepreneuriat et la technologie.

« A long terme on envisage de s'implanter dans les pays de la sous-région et mettre en

place en grand centre de référence d'assistance sociale. Nous avons invité une soixantaine de participants mais avec l'allure des choses, on peut faire une centaine. Aujourd'hui, l'association dispose d'une vingtaine de membres fondateurs essentiellement jeunes disposés à mettre la main à la pâte pour la réalisation des activités. (...) En ce qui concerne les partenariats, on n'en a pas pour le moment et on fait également appel aux partenaires. (...) Pour le côté finance, c'est ce qui fait la particularité de l'association, nous allons créer des AGR, et avec les revenus, en plus des apports des membres, on a des entrées de



Photo de famille après l'assemblée générale de « Save the World »

fonds consistantes pour œuvrer. (...) L'association est ouverte à toute personne désireuse d'apporter sa contribution pour sauver le monde. La contrepartie, plusieurs avantages sont réservés aux membres comme des formations des voyages, etc. », a déclaré Credo-Augustin Akogognan. Le budget pour le plan d'action annuel est

de 9.735.000 CFA. La première année de l'association consiste essentiellement à faire une visite de terrain, discuter avec les populations, mettre en place des AGR pour résoudre ses problèmes, faire le plaidoyer auprès des autorités et des organisations internationales.

Attipoe Edem Kodjo

À l'orphelinat SAPED

Les fêtes de fin d'année tout en sourire grâce à l'association « Les Amis de Solim »

Une cérémonie de remise de dons s'est déroulée le samedi dernier au centre de l'orphelinat Santé et Action aux Personnes Démunies (SAPED) situé dans le quartier Hédjranawoé.



Les dons, composés essentiellement de vivres (cartons de spaghettis et d'huile, sacs de riz), ont été offerts par l'association « Les Amis de Solim ». L'initiative n'a qu'un seul but, permettre aux enfants démunis de

ce centre bénéficiaire de vivre la fête de Noël, mais également celle du Nouvel an, avec le même sourire que leurs semblables de parents nantis.

« Nous avons la pleine certitude que le don

qui a été fait va au centre indiqué, car nous avons remarqué que les enfants de ce centre sont vraiment des nécessiteux à qui ces vivres bénéficieront effectivement. La donatrice n'est pas une grande fortunée, mais

c'est une jeune dame au grand cœur, fortement éprise de la cause des démunis notamment les enfants orphelins et les veuves », a précisé Yves Galley, chargé de communication de « Les Amis de Solim ».

Les responsables de la SAPED ont salué le geste de la donatrice, Solim Kpatcha, présidente de l'association « Les Amis de Solim ». « Nous remercions avec une gratitude sincère l'association donatrice, parce que ce don est le bienvenu, en ce moment où se préparent les fêtes de fin d'année », a déclaré Adedje Adjo, chargée à la communication de SAPED.

Avant de lancer un vibrant appel aux bonnes volontés : « Notre centre manque cruellement de moyens pour atteindre ses objectifs. Nous profitons de cet évène-

ment pour lancer un appel aux bienfaiteurs qui veulent aider les personnes démunies. Nous avons plusieurs doléances notamment la construction du siège principal du centre dans une localité située à 22 km de Tsévié, et également la construction d'un forage. »

Le secrétaire général de « Les Amis de Solim », Ferdinand Kadjenda, prenant acte des doléances évoquées, a promis les transmettre à qui de droit.

« Les amis de Solim » est une association qui intervient dans les domaines de la santé, de l'éducation, du social et de l'humanitaire. Elle est active dans la prise en charge des enfants démunis et des veuves, dans la lutte contre la déscolarisation et la non scolarisation, dans l'aide des populations rurales à l'accès à l'eau potable. En bref, « Les amis de Solim » œuvre véritablement pour l'atténuation ou la réduction de la pauvreté

RIDUTO®

RIZ DU TOGO



1kg,

5 kg,

25 kg,

50 kg

Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

RIZ DU TOGO RIZ DU TOGO sans des marques déposées